



# Diagnostic territorial prospectif Les marchés du Bâtiment durable en Nord Drôme à horizon 5 ans

- Synthèse -

## Le contexte et les objectifs de l'étude

La Maison de l'Emploi et de la Formation Drôme des Collines Royans Vercors, sur l'impulsion d'élus et de partenaires emploi-formation locaux réunis dans le cadre du Comité Stratégique Territorial, a mobilisé depuis juin 2013 les acteurs de la filière bâtiment autour d'une réflexion sur les enjeux du **bâtiment durable et de la rénovation énergétique en Nord Drôme**.

Evolutions réglementaires, nouvelles techniques, nouveaux matériaux : dans un contexte où la sobriété énergétique devient un réel enjeu sociétal, **que peut faire un territoire pour mieux accompagner les entreprises du bâtiment ?**

Une phase d'analyse des marchés et de recensement des enjeux des entreprises s'est avérée nécessaire, afin de poser les bases stables d'une démarche de **Gestion Prévisionnelle Territoriale des Emplois et des Compétences**.

En effet, cette démarche visant une meilleure coordination de

l'action emploi-formation locale, elle se doit d'être cohérente avec les besoins réels des entreprises, et de s'articuler avec les politiques nationales et locales en vigueur.

Une étape d'observation s'est déroulée en deux temps :  
Phase 1 (septembre 2013-janvier 2014) : Analyse des marchés  
Phase 2 (janvier à juin 2014) : Etude des pratiques des entreprises

Le présent document en synthétise les grands enseignements.

Les problématiques identifiées ont pour objectif **d'alimenter les réflexions des partenaires** mobilisés sur le territoire. Elles donneront lieu à la mise en place d'un **plan d'actions cohérent et concerté**, qui sera partagé et amendé par les élus et les entreprises locales.

# Le territoire Nord Drôme : un potentiel de marchés important

## Structure du parc de logements du territoire Nord Drôme

Un parc de 78 554 logements sur le territoire Nord Drôme en 2012, soit près du tiers de celui de la Drôme.

Ce territoire se caractérise par un **parc individuel important** (représentant 69% des logements) et par des **logements principalement anciens** (52% de logements construits avant 1975).

	Parc existant de logements			Construction neuve
	Nombre	Part des logements collectifs	Part de résidences principales	Mises en chantier 2012 / parc de logements
ZTEF Nord Drôme	78 554	30%	88%	52%
Drôme	247 596	35%	84%	54%
Rhône-Alpes	3 276 922	53%	81%	54%
France	32 520 024	43%	83%	58%

Source : INSEE RP09 - exploitation 2013 (INSEE RP08 pour les années de construction)

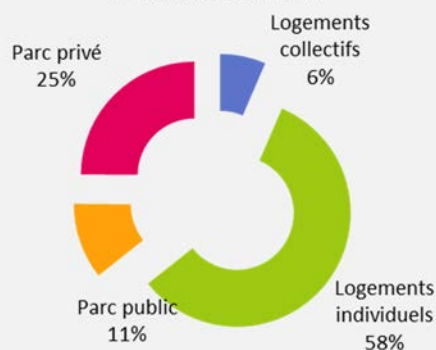
## Evaluation du potentiel de travaux du territoire

Le marché du Bâtiment semble évoluer vers **davantage de rénovations et moins de constructions neuves**, ces dernières pouvant s'apparenter ou non à des rénovations « bâtiment durable ».

Aussi, le **montant du potentiel de rénovation énergétique du territoire est estimé à 1,405 milliards d'euros**. Ce marché devrait concerner à 64% le logement, soit près de 900 millions d'euros (contre 500 millions d'euros pour les locaux). La rénovation de logement concerne en quasi-totalité les logements individuels (91%), le montant potentiel de rénovation du parc privé représentant quant à lui 70% du montant du parc de locaux.

### Montants du potentiel de travaux de rénovation énergétique sur le territoire Nord Drôme

Source : estimation CERA



## Evolutions et perspectives : points de vue des donneurs d'ordre

### Point de vue des donneurs d'ordre publics

- Bonne activité sur les marchés traditionnels
- Des particuliers qui privilégient la rénovation à la construction
- Constructions de locaux dynamiques (grands projets sur le territoire)
- Réorientation des marchés de la construction vers les logements collectifs
- Logement social ou accessible à tous : levier d'évolution des marchés

### Point de vue des donneurs d'ordre privés

- Logements neufs faiblement demandés (contrainte financière)
- Baisse de la construction neuve de locaux
- Marchés de la rénovation durable freinés par les coûts importants
- Nouvelles réglementations vectrices de relance des marchés d'ici 5 ans

# Le tissu d'entreprises du territoire Nord Drôme

## Les entreprises du territoire

Le **tissu d'entreprises du territoire est dense** avec 1 382 entreprises du secteur du Bâtiment, soit 30% de celles de la Drôme.

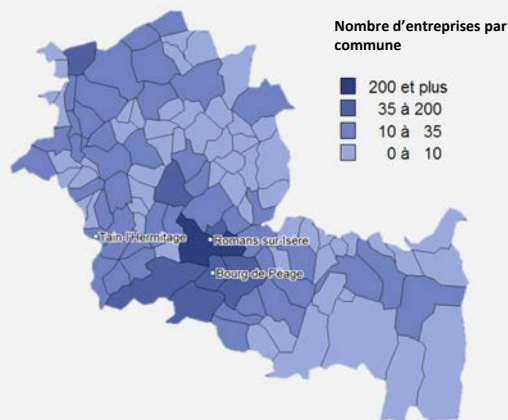
Par ailleurs, il s'agit pour la **grande majorité de TPE** : 3 entreprises du Bâtiment du territoire sur 5 n'ont pas de salarié, **seules 5% d'entre elles ont 10 salariés ou plus**.

Elles se concentrent principalement dans le canton de Bourg-de-Péage et alentours, comme dans la ville de Romans-sur-Isère.

Sur le territoire, les entreprises ayant pour activité les travaux de maçonnerie sont majoritaires (16%). Les autres se concentrent principalement dans le second-œuvre (installations électriques : 14% ; peinture et vitrerie : 12% ; menuiserie bois et PVC : 11%).

## Répartition des entreprises du Bâtiment sur le territoire

Source : INSEE SIRENE 01/01/2012



## Leurs activités, marchés et périmètre d'intervention

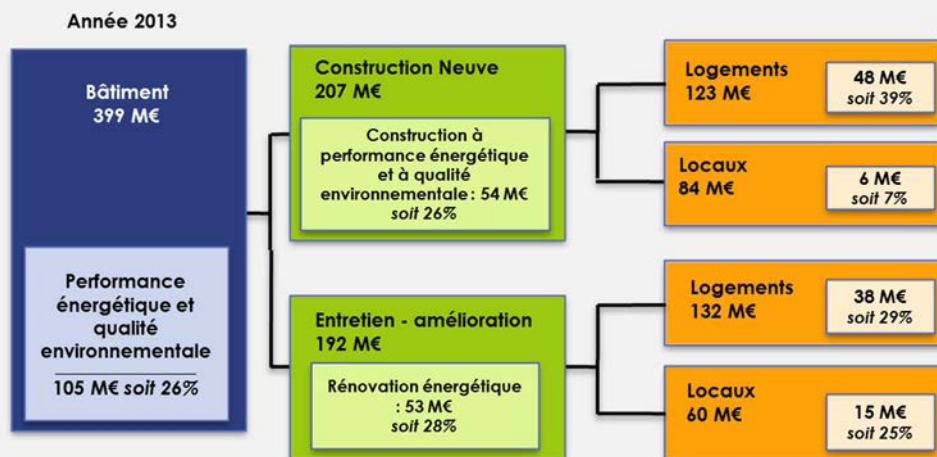
Les entreprises du Bâtiment du territoire ont généré environ **400M€ de chiffre d'affaires en 2013**, répartis de façon plutôt homogène entre construction neuve et rénovation.

Les entreprises avec salariés ont surtout généré de l'activité sur les marchés du logement (neufs et rénovés), alors que plus de la moitié du chiffre d'affaires des entreprises sans salarié a été réalisée sur de l'entretien-amélioration de logements.

Les activités liées à la **performance énergétique et à la qualité environnementale** **représentent un quart du chiffre d'affaires** réalisé par les entreprises du territoire, également réparti entre construction neuve et entretien-amélioration.

## Répartition du chiffre d'affaires des entreprises de Bâtiment en 2013 sur le territoire

Source : Estimation CERA (à partir des données de l'enquête Nord Drôme)



Le **périmètre d'activité** des entreprises avec et sans salarié est **plutôt restreint** (niveau local ou départemental pour 3/4 des entreprises avec salariés et 2/3 des entreprises sans salarié).

La grande majorité de la clientèle des entreprises est privée, de façon encore plus marquée auprès des entreprises sans salarié.

## Périmètre d'activité des entreprises du Bâtiment

- Source : enquête Nord Drôme



## Type de clientèle des entreprises du Bâtiment

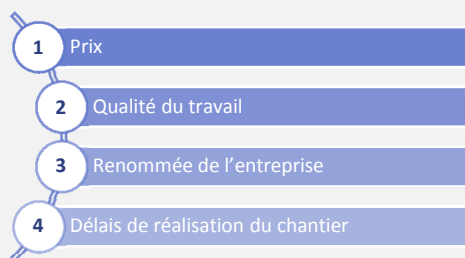
- Source : enquête Nord Drôme



# Les entreprises commencent à s'adapter aux évolutions des marchés

## Les évolutions perçues par les entreprises du territoire

Selon les entreprises interrogées, **la demande de travaux est stable**, voire en **augmentation pour les bouquets de travaux**. Les critères de choix de leurs clients ont évolué avec une **plus grande attention portée au prix** au détriment de la qualité, même si elle reste un critère important, suivie de la notoriété de l'entreprise et des délais de réalisation du chantier. Certains clients reviennent quand même sur une vision plus long terme (coût de la mauvaise qualité, sensibilité à la notion de performance énergétique...).



Les **perspectives d'activité** sont mitigées selon les entreprises avec et sans salarié avec plutôt une tendance à la stabilité (perspectives légèrement meilleures dans le secteur Bois). Dans ce contexte, elles n'envisagent pas de modifier leurs comportements. En revanche, **la part de leur activité consacrée à la performance énergétique et qualité environnementale devrait augmenter** ou se maintenir sur l'ensemble des segments de marché.

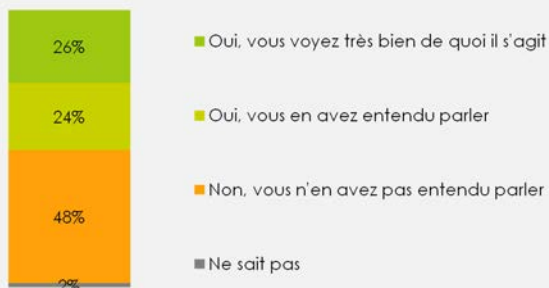
Perspectives d'activité <small>Source : enquête Nord Drôme</small>	Ensemble des entreprises	Gros œuvre	Equipements techniques	Bois	Aménagement finition / métal
Bonnes	32%	31%	20%	35%	33%
Stables	37%	38%	51%	59%	39%
Mauvaises	31%	31%	29%	6%	28%
<b>Solde d'opinion*</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>-9</b>	<b>29</b>	<b>6</b>

\* Solde d'opinion : % d'opinions en hausse - % d'opinion en baisse

## Connaissance des nouvelles réglementations

### Connaissance de la mise en œuvre de l'éco-conditionnalité des aides de l'Etat

Source : enquête Nord Drôme



Au 1<sup>er</sup> septembre 2014, seuls les entreprises et artisans titulaires de la mention « Reconnu Garant de l'Environnement » pourront réaliser des travaux financés par l'éco-prêt à taux zéro et par le CIDD (à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015).

- Concernant la mise en œuvre de l'éco-conditionnalité des aides de l'Etat, la moitié des entreprises en ont au moins entendu parler. Un quart voit très bien de quoi il s'agit.

A noter que ces résultats sont basés sur l'ensemble des entreprises, quelle que soit leur activité (y compris celles non concernées par l'éco-conditionnalité des aides).

- Les entreprises témoignent d'une incompréhension dans les formations et labels obligatoires. La plupart des clients connaissent mal les labels, ils ne sont globalement pas demandeurs.

### Niveau d'information perçue par les entreprises du Bâtiment sur les normes et réglementations thermiques actuelles (RT 2005 - RT 2012, BBC)

- Source : enquête Nord Drôme



### Niveau d'information perçue par les entreprises du Bâtiment sur les nouvelles normes et réglementations (BEPOS, BBC+, Efficergie+...)

- Source : enquête Nord Drôme



■ Vous ne connaissez pas ■ Non, pas du tout ■ Non, plutôt pas ■ Oui, plutôt ■ Oui, tout à fait

### Les entreprises déclarent connaître plutôt bien les normes et réglementations thermiques.

La majorité d'entre elles considère que celles-ci n'ont pas d'influence sur leur activité, sinon leur influence est positive.



## Habitudes collaboratives

**La grande majorité des entreprises a déjà travaillé en collaboration** avec d'autres. Les formes de travail collaboratif sont diverses avec une majorité de **cotraitance**. L'objectif étant pour les entreprises d'élargir leur offre et dans une moindre mesure de faire face à un surcroît d'activité ou de travailler sur des chantiers plus importants. Généralement, le **travail collaboratif est formalisé**.

Techniquement, les **groupements d'entreprises** apparaissent comme un outil très pertinent pour proposer un conseil structuré et global au client. En revanche ce dernier reste malgré tout seul décisionnaire dans le choix de l'artisan.

**Plus d'un tiers des entreprises ont déjà travaillé sur des chantiers avec une coordination de type PGC\* ou OPC\*\*.** Au bilan ces expériences sont jugées plutôt positives (bonne coordination, bon suivi de chantier, respect des règles, efficacité, permet d'étendre son carnet de commandes). Lorsque le bilan est négatif, ceci est imputé aux lourdeurs et contraintes administratives et au manque de coordination et d'organisation.

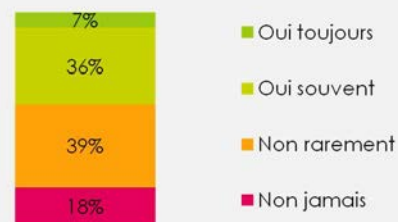
Les entreprises rencontrées sont toutefois unanimes quant à l'intérêt d'une bonne réparation de chantier (planning, connaissance des autres intervenants, ...).

\*PGC : Plan Général de Coordination

\*\*OPC : Ordonnancement Pilotage et Coordination

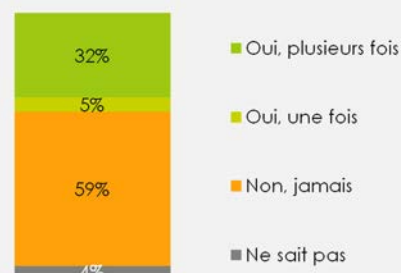
### Fréquence du travail en collaboration avec d'autres entreprises/ artisans

Source : enquête Nord Drôme



### Fréquence de travail sur des chantiers avec une coordination

Source : enquête Nord Drôme



## Compétences

En termes de développement de compétences, environ un tiers des entreprises avec salariés et un quart de celles sans salarié envisagent de suivre une formation « Bâtiment durable » au cours des 5 prochaines années, notamment FEEBat (que ce soit explicitement exprimé ou déduit des dires des entreprises). En outre, le dispositif de **formations FEEBat** (Formations aux Economies d'Energie dans le Bâtiment), principal vecteur d'obtention d'un **label RGE** (Reconnu Garant de l'Environnement), **est connu par seulement 4 entreprises avec salariés sur 10** et un quart de celles sans salarié.

En corollaire, **peu envisagent de développer leurs compétences techniques**. Les évolutions prévues concernent surtout les compétences liées à l'isolation pour les secteurs du Bois, le chauffage bois et le confort été pour les entreprises d'équipements techniques.

**Des besoins en compétences transversales émergent** concernant les dispositifs d'aide aux travaux, le développement d'offre commerciale en amélioration et performance énergétique.

## Les besoins des entreprises : quels accompagnements ?

Les entretiens qualitatifs montrent des professionnels interrogatifs, face aux multiples évolutions réglementaires (TVA, accessibilité, pénibilité, RGE,...) pour lesquelles ils sont mal outillés.

Ils ne perçoivent pas une demande très importante de travaux liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale et s'interrogent sur la capacité du label RGE de valoriser les professionnels vraiment compétents. Un petit nombre est conscient de la nécessité d'acquérir de nouvelles compétences, notamment techniques, ou de proposer une offre plus complète en se regroupant.

Enfin, **tous partagent un souhait de clarification des labels/formations obligatoires**, et un certain malaise vis-à-vis de la relation client.

### Information

- Nouvelles réglementations
- Eco-conditionnalité
- Réglementations thermiques
- Actualité du secteur...

### Conseils

- Gestion de l'administratif
- Construction d'offre commerciale
- Communication...

### Montée en compétences

- Nouvelles formations
- RGE

# Méthodologie : un diagnostic en deux phases complémentaires

## Phase 1

- Analyse des données statistiques du territoire
- 2 focus groups complétés par des entretiens téléphoniques auprès de donneurs d'ordres publics et privés

## Phase 2

- Analyse des données statistiques du territoire
- Enquête auprès de 156 entreprises du Bâtiment, représentatives du territoire
- Travail prospectif à partir des données d'enquête

## Définitions

Les **entreprises de la construction durable** (ou éco-construction), exercent une activité permettant d'atteindre une haute performance sur plusieurs cibles touchant à l'environnement, au confort et la santé des occupants d'un bâtiment, en particulier la préservation des ressources énergétiques (matières premières, eau), la lutte contre le changement climatique, la réduction des déchets et de la pollution, la qualité de l'air intérieur, le confort des occupants (acoustique, visuel), la qualité environnementale et sanitaire des produits de construction.

Le **bâtiment durable** concerne à la fois la construction neuve, de logements ainsi que de locaux, mais également la rénovation énergétique, c'est-à-dire les travaux visant à réduire la consommation énergétique. La rénovation énergétique concerne également les logements et les locaux.

Cette étude vous est proposée par la Maison de l'Emploi et de la Formation Drôme des Collines Royans Vercors en partenariat avec les acteurs de la filière bâtiment

**Partenaires ayant participé au pilotage de la démarche** : CAPEB, Fédération du Bâtiment – Travaux Publics, UPA, Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme, Constructys, Cluster Eco-Energies, GEIQ BTP, AFPA, Greta Viva 5, Néopolis, Lycée du Dauphiné, Lycée Bouvet, DIRECCTE Unité Territoriale de la Drôme, Pôle emploi, Mission Locale, Habitat Pays de Romans, Valence Romans Sud Rhône Alpes, Conseil Régional Rhône Alpes, quelques élus des collectivités du Nord Drôme.

**Avec l'appui méthodologique** de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon

**Avec le financement** du Conseil Régional Rhône Alpes au travers du CDDRA Drôme des Collines



**Maison de l'Emploi et de la Formation Drôme des Collines Royans Vercors**

Rue Paul Louis Héroult - 26 100 Romans sur Isère  
Tél : 04-69-64-73-45 - E-mail : [contact@mefdcrv.org](mailto:contact@mefdcrv.org)  
Site internet : [www.mef26.fr](http://www.mef26.fr)



**Cellule Economique Rhône-Alpes**  
55 avenue Galline - 69100 Villeurbanne  
Tél : 04-72-61-06-30 - E-mail : [cera@cera-btp.fr](mailto:cera@cera-btp.fr)  
Site régional : [www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr](http://www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr)  
Site national : [www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com)